

# BAJOMag'

Le magazine de tous les Bagnoletais

Numéro 26 - octobre 2017

MAIRIE DE  
BAGNOLET



## ÉVÉNEMENT

**LA SEMAINE DU GOÛT**

page 6

## VIE DES QUARTIERS

**UN APPLI À BONS PLANS**

page 15

## ZOOM

**LE CIN'HOCHE FÊTE SES 40 ANS**

page 22

DOSSIER P. 16

## Pour une gestion publique de l'eau





# POUR UNE GESTION PUBLIQUE DE L'EAU

**Quelle gestion de l'eau potable, ce bien universel, source de débats passionnels depuis toujours ? Bagnolet compte bien se poser cette question avec les habitants et les élus d'Est Ensemble. La création du Grand Paris et la redistribution des rôles qu'elle entraîne, offre une opportunité historique de sortir du Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif) pour réfléchir à la meilleure solution, tant en matière de budget pour les habitants que de préservation de la ressource. À l'initiative de la Coordination Eau Île-de-France, impliquée depuis de nombreuses années sur cette question, élus et associations se mobilisent.**



L'usine de Neuilly-sur-Marne alimente en eau les neuf communes d'Est Ensemble.



## Une opportunité à saisir

La loi NOTRe, sur la métropole du Grand Paris, entraîne une modification statutaire qui amène à redélibérer sur certains points, dont celui de la question de l'eau. Les communes ou collectivités qui ne délibéreront pas sur ce point avant le 31 décembre 2017 sortiront automatiquement du Sedif. Celles qui le feront pourront choisir d'y rester ou d'en sortir sans, dans ce dernier cas, avoir besoin de l'aval des autres collectivités membres. En temps normal, le mode de fonctionnement du syndicat complique les envies de sortie. Aussi, cette délibération apparaît comme une opportunité historique permettant de lancer une réflexion sur la meilleure gestion pour l'eau (publique, mixte, privée), sans impacter l'alimentation en eau des habitants (ni son coût). La relation contractuelle entre Bagnole et Véolia va se poursuivre jusqu'à la fin de la convention qui lie le Sedif à l'entreprise, soit jusqu'à 2022.



## À Bagnole, une large majorité

En juin, le conseil municipal de Bagnole affichait une volonté quasi-unanime de passer à une gestion publique de l'eau ou tout au moins d'étudier cette faisabilité, dans l'intérêt des habitants. C'était un engagement de campagne de la majorité municipale. En sortant du Sedif, les élus souhaitent prendre le temps de la réflexion quant aux différentes possibilités sans avoir les mains liées. Ils n'attendent pas de leurs homologues d'Est Ensemble qu'ils se prononcent sur un mode de gestion mais qu'ils délibèrent sur l'adhésion au Sedif. Si, dans l'idéal, la réflexion aura lieu au niveau d'Est Ensemble, les Bagnoletais n'excluent pas de saisir cette opportunité en solo si le conseil de territoire optait pour une nouvelle adhésion directe au Sedif. Par ailleurs, un groupe de travail transpartisan (tous les groupes politiques formant le conseil municipal y siègent) a été formé afin de suivre ce dossier. Ils savent, qu'en cas de besoin, ils pourront être guidés par Eau de Paris, dont la présidente, Célia Blauel, invitée à Bagnole au printemps le temps d'une présentation du fonctionnement de son entité, s'est dite prête à les accompagner dans une étude. Une main tendue d'autant plus pertinente qu'un rattachement à Eau de Paris fait partie des différentes possibilités à explorer.



## Quels sont les objectifs visés ?



Une gestion publique permettrait une réfection des réseaux d'eau, vétustes à Bagnole.

En étudiant la possibilité de passer d'une gestion privée de l'eau à une gestion publique, la Ville espère proposer un meilleur service aux Bagnoletais. À Paris, par exemple, le passage à une gestion publique s'est accompagné d'une baisse du prix de l'eau, qui est, à ce jour, un peu plus bas que celui payé par les habitants d'Est Ensemble. En supprimant la strate des actionnaires, l'idée est d'éviter d'avoir des dividendes à leur verser. Cette économie servirait à l'entretien et à la réfection des canalisations, dont la vétusté s'est traduite par de nombreuses ruptures à Bagnole. En plus de la gêne occasionnée, elles ont engendré d'importantes fuites et des pertes d'eau, une ressource pourtant précieuse, puisque se faisant rare.

**400 000**

le nombre d'habitants du territoire d'Est Ensemble et donc autant de consommateurs d'eau

**38 534**

le nombre d'abonnés sur le territoire d'Est Ensemble



## Actuellement, qui fait quoi ?

Est Ensemble dispose de la compétence eau, qu'elle délègue au Sedif qui confie sa gestion à Véolia. L'eau fait donc l'objet d'une gestion privée. Et qui dit entreprise privée dit actionnaires, avec l'attente de dividendes. Les dividendes sont la partie des bénéfices dégagés par une entreprise qui est distribuée aux actionnaires. Ils servent de rémunération des capitaux investis dans l'entreprise.

## « Lutter contre le gaspillage »



Élu municipal bagnolétais et conseiller communautaire, Pierre Sardou est aussi délégué au Conseil

syndical pour l'Établissement public territorial Est Ensemble. Ce qui lui vaut de siéger au Sedif.

«L'eau est un bien commun pour tout le monde, qui ne devrait pas être privatisé. Le Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif) a délégué à Véolia les fonctions de distribution et de purification de l'eau. La création du Grand Paris va permettre aux territoires (dont Est Ensemble) et aux villes de quitter le Sedif (c'est le choix de Bagnolet) et d'organiser une gestion publique de l'eau, comme à Paris. Ce faisant, deux objectifs seront poursuivis. L'un d'eux est la réduction de la consommation et la lutte contre le gaspillage, alors qu'une entreprise privée a intérêt à vendre pour gagner un maximum d'argent. Pour preuve, l'incitation à la consommation au travers des tarifs dégressifs. Il ne faut pas oublier que l'eau est un bien rare. La réduction du prix de l'eau est un autre grand axe. Actuellement, Véolia accapare plusieurs dizaines de centimes par m<sup>3</sup> pour rémunérer ses actionnaires. Le fait de sortir du Sedif ouvrira une période intermédiaire de plusieurs années. Elles permettront d'étudier et de mettre en place les conditions juridiques et techniques nécessaires pour que ces objectifs soient atteints.»

## L'eau paie l'eau

L'eau a un coût, car il faut la prélever, la traiter, la distribuer, la stocker, l'évacuer et l'assainir. Selon le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) le financement du secteur de l'eau repose en France sur deux grands principes: l'eau paie l'eau et pollueurs et consommateurs paient aussi. Les usagers supportent, par leurs factures d'eau, l'essentiel des dépenses liées à la gestion de l'eau qu'ils consomment, le budget des communes, pour les services de l'eau et de l'assainissement, doit être autonome, les recettes équilibrant les dépenses. Le pollueur ou le consommateur paie, essentiellement via les redevances pollution ou prélèvements versés aux Agences de l'eau.



### Tony Di Martino

Maire de Bagnolet

**Mettre en accord ses actes avec ses principes, voilà ce dont il s'agit!** Je me suis engagé en politique depuis tant d'années à Bagnolet sur une exigence de justice et une éthique, celle de mettre en cohérence ce qui est bon pour tous les habitants de Bagnolet et mes actions en tant qu'élu. Il ne s'agit pas de se payer de bons mots ou de faire des effets de tribunes dans les meetings ou lors des campagnes électorales... il s'agit de faire ce qui est juste. **L'eau ne peut pas être considérée comme une marchandise comme les autres.**

**L'eau est un besoin vital et elle doit rester un bien commun universel. À ce titre, elle doit être gérée et distribuée par les pouvoirs publics, pas par les multinationales.**

Cette année offre une occasion historique à toutes les villes d'Est Ensemble (qui gère l'eau pour les neuf villes du territoire) de trancher cette question. La création de la Métropole du Grand Paris (MGP), implique la remise à plat de l'adhésion d'Est Ensemble au Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif) qui confie la distribution de l'eau à l'entreprise multinationale Véolia. Nous faisons le choix, pour Bagnolet, pour tous les habitants d'Est-Ensemble de sortir de la logique des dividendes à reverser aux actionnaires et de sortir de l'immobilisme de la gestion de l'eau en Île-de-France. Paris l'a fait avant nous et a amélioré la qualité de l'eau, baissé le coût pour tous les habitants, mis fin aux coupures illégales et engagé des investissements inédits sur ses infrastructures. À nous de faire la même chose. À nous de reprendre en main la gestion de l'eau!